



**RÉGION  
PROVENCE  
ALPES  
CÔTE D'AZUR**



## *Comité de suivi interfonds 2014-2020*

**13 décembre 2021 – Visio conférence**

### **Relevé de décisions et Compte-rendu**

**Liste des participants excusés :** Jean-François LOVISOLO et Pierre GONZALVEZ, coprésidents de l'Association des Maires de Vaucluse ; Monsieur Marc GIRAUD, Président du Conseil Départemental du Var ; Monsieur Christian ESTROSI, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Maire de Nice, Président-Délégué de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Madame SURLE – GIRIEUD vice-président du Conseil départemental des Alpes de Haute Provence, Monsieur Denis PHILIPPE, Président de la Chambre régionale des entreprises de l'ESS

**Liste des présents : Annexe 8**

**Sujets à l'ordre du jour :**

Ordre du jour : Annexe n°9

**Relevé de décision :**

**Pour information du comité :**

**Le support de séance est joint au présent relevé (Annexe 10)**

#### Programme Opérationnel Régional FEDER-FSE

- Présentation de l'avancement de la programmation, de la certification et de la mise en œuvre du programme en cours, y compris les prévisions de clôture et l'atteinte du cadre de performance - Annexe 1.1V2 (*le document annexé au présent relevé a été mis à jour par rapport à la version mise à disposition du partenariat pendant la consultation ; les modifications sont repérées en jaune dans le document*) et Annexe 1.2
- Présentation de l'avancement des travaux de préparation du programme FEDER/FSE+/FONDS POUR UNE TRANSITION JUSTE (FTJ) 2021-2027 (Annexe 2)

#### Programme Opérationnel National FSE

- Présentation de l'avancement de la programmation, de la certification et de la mise en œuvre du programme en cours (Annexe 3)
- Point sur l'avancement des travaux de préparation de la période 2021-2027 du PON FSE+ et le volet social du FONDS POUR UNE TRANSITION JUSTE (FTJ) (Annexe 3)

#### FEADER

- Présentation de la programmation, de la mise en œuvre du programme en cours et du progrès vers les valeurs cibles quantifiées (Annexe 4)
- Point sur l'avancement des travaux de préparation de la programmation 2023-2027 (Annexe 4)

FEAMP

- Avancement de la programmation et point d'information sur la révision FEAMP (Annexe 5)
- Point sur l'avancement des travaux de préparation du FEAMPA 2021-2027 (Annexe 5)

Point communication INTERFONDS (FEADER, FEDER et FSE)

- Présentation du bilan des actions de communication 2021 (Annexe 6 ; 6.1 ; 6.2 ; 6.3)

Organisation de la comitologie Interfonds pour la programmation 2021-2027

- Présentation du calendrier et des principes de la comitologie pour la programmation à venir (Annexe 7)

**Pour validation du comité :**

- Avis sur le plan d'action 2022 pour la communication FEDER-FSE-FEADER
- Avis sur la charte graphique pour la programmation 2021-2027

**DECISIONS DU COMITE**

- **Le plan d'action 2022 pour la communication FEDER-FSE-FEADER est validé**
- **La charte graphique pour la programmation 2021-27 est validée**

**Compte rendu de la séance**

Annexé au présent relevé de décision



## COMPTE RENDU DE LA SEANCE

*La séance est ouverte à 14h34 sous la présidence de Madame Chantal EYMEOUD*

### I. ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

*MADAME EYMEOUD, VICE-PRESIDENTE DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR, EN REPRESENTATION DE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REGION*

Bonjour à toutes, bonjour à tous, merci de votre participation malheureusement encore en visioconférence parce que par les temps qui courent on ne peut toujours pas se réunir en présentiel ce qui est vraiment dommage. L'ordre du jour étant important je vais démarrer sans tarder et vous dire que je suis très heureuse de représenter le président Renaud MUSELIER pour présider ce comité de suivi au côté de l'Etat et vous dire combien les territoires sont dans l'attente de ces fonds parce que les actions sont nombreuses, les espoirs aussi, les projets prolifèrent et par conséquent les financements sont très attendus aussi.

Je vous remercie donc toutes et tous pour votre présence et en particulier Madame FOURNIER-BERAUD secrétaire générale adjointe pour les affaires régionales, Madame Carole CHAUVET Conseillère départementale des Hautes Alpes, Monsieur WOLF, Madame MEDDENS et Madame CATALAO en tant que représentants de la Commission européenne, ainsi que les représentants des services de l'Etat, l'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires, la préfecture des Bouches-du-Rhône, le Ministère de l'agriculture de l'alimentation et des forêts et le Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Avec plus de 5,3 milliards d'euros de crédits européens orientés au profit de notre région entre 2014 et 2020, notre région illustre un savoir-faire exemplaire dans ce domaine.

Avec la mise en œuvre de la nouvelle période de programmation européenne 2021-2027, il est nécessaire de rappeler l'ambition de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur en matière de captation des fonds européens qui est de dix milliards de fonds européens en région d'ici 2030. Le président l'a beaucoup dit et il a communiqué là-dessus.

La période de programmation 2014-2020 se termine et nous préparons activement la prochaine période qui couvre 2021 jusqu'à 2027.

Le processus d'élaboration des programmes européens pour la période 2021-2027 a démarré depuis la publication des propositions réglementaires de la part de la Commission européenne en mai et juin 2018.

Ces programmes portent sur la déclinaison en France, et plus précisément dans ses régions, des grandes politiques de l'Union européenne :

- La politique de cohésion
- La politique agricole commune (PAC)
- Le Fonds de Transition Juste, qui constitue une opportunité supplémentaire d'accompagner le territoire des Bouches-du-Rhône dans son processus de transition écologique et qui devrait directement contribuer au Plan Climat qui ambitionne une neutralité carbone d'ici 2050 et une couverture pour moitié de sa consommation énergétique grâce aux énergies respectueuses de l'environnement.

Nous fondons beaucoup d'espoir sur ce Fonds de Transition Juste (FTJ) pour le département des Bouches-du-Rhône.

La Région Sud, dans son rôle de pilote des fonds européens 2014-2020, a engagé le travail pour décliner les orientations stratégiques européennes sur le territoire régional et cette phase s'est toujours déroulée en associant l'ensemble des acteurs du territoire régional.

En raison de la crise sanitaire, cela fait maintenant presque 2 ans, que nous n'avons pas pu nous réunir en présentiel, c'est pour cela que j'ai choisi de réunir le comité de suivi aujourd'hui en visioconférence afin de nous retrouver et de vous présenter un point d'étape de la mise en œuvre des différents programmes, FEDER, FSE et FEADER, que ce soit pour la période qui se termine mais aussi pour la préparation des futurs programmes qui mobilise l'ensemble de nos services

Vous pourrez constater qu'une fois de plus que notre région a su relever de nombreux défis dans ce contexte contraint et je remercie à la fois Raphaele DE GIULI MORGHEN, Directrice générale Adjointe Europe et Coopération méditerranéenne mais aussi tous ses services ainsi que les services de l'Etat et vous toutes et tous pour le bon partenariat que nous constituons.

- La mise en place des fonds de relance du dispositif REACT EU pour soutenir les besoins du territoire à la suite des effets de la crise sanitaire avec une enveloppe de plus de cent millions de fonds européens jusqu'à 2023 ; nous avons deux ans pour vraiment les mobiliser.
- Les chiffres de la consommation de l'ensemble des fonds gérés par la région qui vont vous être présentés et que nous jugeons très satisfaisants car ils nous placent dans le top 10 des régions européennes en matière de consommation des fonds ; et cela n'était pas gagné.
- Un cadre d'intervention que nous souhaitons ambitieux pour le territoire régional pour la future période de programmation 2021-2027.

Ce résultat a pu être atteint grâce au travail de notre administration que je remercie une nouvelle fois pour son investissement et grâce à l'accompagnement de la Commission européenne et des services de l'État qui ont toujours été à nos côtés et dont la collaboration va se poursuivre tout au long de l'année à venir mais nous savons aussi tous par expérience professionnelle et politique que si nous ne sommes pas armés de façon solidaire et coordonnée, nous n'y arriverons pas sur ces fonds européens qui restent d'une grande complexité.

Je vais désormais céder la parole à Madame Fabienne FOURNIER-BERAUD, secrétaire générale adjointe aux affaires régionales, représentant le Préfet de la région.

Je vous remercie une nouvelle fois pour votre venue avec les autres membres représentant la Commission européenne. Vous avez la parole.

*MADAME FOURNIER-BERAUD, SGAR ADJOINTE, EN REPRESENTATION DE MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR*

Merci Madame la Présidente, bonjour à tous, je tiens à excuser l'absence du Préfet de région, Monsieur Christophe MIRMAND qui accompagne en ce moment même le Premier ministre dans le cadre d'une visite officielle dans la cité phocéenne.

Je voudrais vous dire combien je suis ravie d'ouvrir ce comité de suivi qui, comme vous l'avez dit, n'a pas pu se réunir compte tenu du contexte sanitaire depuis l'été 2019. Il faut rappeler que ce comité est vraiment un lieu indispensable pour que l'ensemble des acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre de la programmation des fonds puissent échanger et partager les grandes orientations à venir de manière à pouvoir rendre de manière pleinement efficace la coordination de l'ensemble des parties prenantes, l'Etat, les



organismes intermédiaires, les services de la région et l'ensemble des acteurs impliqués de près ou de loin dans les dispositifs.

Au-delà de cette enceinte d'échange indispensable, je tiens à rappeler la vocation première de ce comité qui est avant tout, dans une logique de transparence et de performance, de pouvoir établir un état de la programmation, de la certification et de l'atteinte des indicateurs et de la réalisation du programme opérationnel national du FSE dont le Préfet de région est Autorité de gestion.

Le programme touche à sa fin, il ne s'agit pas d'un comité de clôture puisque la conduite des actions relevant de ce programme se poursuit et s'est poursuivi durant l'année 2021. Pour autant, les données qui vous seront présentées représentent une bonne vision et une version consolidée de la programmation, qu'il s'agisse des engagements ou encore de l'atteinte des indicateurs.

Je me félicite donc qu'avec le concours des services de la région mais aussi des organismes intermédiaires, par le jeu de la nécessité et des réajustements de la maquette nécessaires au fil du temps, des jeux aussi de surprogrammation, et bien, que finalement nous ayons avoisiné les 100 % de réalisation sur le PON FSE.

Au-delà de la nécessité de rendre compte dans une logique de performance, ces comités sont et doivent être l'occasion de réfléchir aux orientations stratégiques à venir et aux enjeux à venir.

Vous l'avez rappelé Madame la Vice-présidente, la prochaine période est imminente et elle a fait, d'ores et déjà, l'objet de nombreuses réflexions entre les différents services. Le comité Etat-Région du 29 novembre 2021 a acté un consensus autour de l'Accord de partenariat qui est préalable à la validation des programmes opérationnels par la Commission européenne.

En réponse à la crise sanitaire qui nous a tous mobilisés, les fonds de la future programmation seront en partie mobilisés pour accompagner les filières, les territoires et les personnes qui ont été les plus fragilisées pendant cette crise et renforcer ainsi la résilience de l'économie française dans la continuité des mesures prises dans le cadre de REACT EU et, bien sûr, en articulation avec la facilité pour la reprise et la résilience qui, je le rappelle, alimente à hauteur de 40 milliards d'euros le plan de relance national qui lui est doté de 100 milliards au niveau national.

Je souhaite enfin me faire le relais de la volonté de l'Etat de poursuivre ce travail de coopération qui prévaut à l'ensemble des échanges entre les services déconcentrés : la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS PACA) en particulier et les conseils régionaux dans un souci de réelle coordination et d'efficacité au bénéfice de l'ensemble des acteurs et du développement du territoire.

Ce travail de coordination est d'autant plus important qu'il convient à présent de faire face non seulement aux conséquences économiques mais aussi aux conséquences sociales dans une logique qui doit à la fois concilier les enjeux de développement économique et aussi les enjeux de lutte contre le changement climatique.

Notre région n'est pas épargnée par ces enjeux qui sont bien présents au niveau national. Cet enjeu d'articulation au local et de complémentarité dans une logique d'efficacité des fonds déployés au service des territoires doit guider l'ensemble des travaux qui sont menés, l'ensemble des réflexions qui vont être menées dans le cadre de cette instance et au-delà et qui seront portées par la comitologie à venir sur la période 2021-2027. Voilà pour ce propos introductif, merci encore à l'ensemble des acteurs pour votre mobilisation sans faille autour de ce sujet.

*MONSIEUR MICHEL WOLF, COMMISSION EUROPEENNE, DG REGIO*

Bonjour Madame, je voudrais simplement vous remercier d'organiser ce comité de suivi, c'est en effet le moment de l'année où nous participons aux comités de suivi. Nous notons une spécificité régionale là encore car je suis allé personnellement à la Réunion pour participer à un comité de suivi en présentiel. Donc chaque région a ses spécificités et nous comprenons les raisons qui vous poussent à l'organiser de façon différente. Je voulais en profiter pour remercier toutes les équipes de la région en ce qui concerne le FEDER pour leur excellent travail de préparation et de mise en œuvre. J'y reviendrai plus tard lorsque ce point sera abordé.

*II. PROGRAMME OPERATIONNEL REGIONAL FEDER-FSE*

*INTERVENTION DE MADAME GAËTANE MEDDENS, COMMISSION EUROPEENNE, DG EMPLOI*

Je voudrais remercier l'Autorité de gestion pour la préparation de ce comité de suivi, pour les documents très complets qui nous ont été transmis quant à l'avancement des programmes 2014-2020, la stratégie de communication, le volet déconcentré FSE IEJ et les perspectives 21-27. S'agissant de l'utilisation des crédits FSE, la région met en œuvre une stratégie de croissance inclusive qui s'inscrit pleinement dans la démarche de cohésion européenne en soutenant une économie créatrice d'emploi avec plus de cohésion sociale et territoriale. Nous avons déjà eu l'occasion de voir, lorsque nous sommes venus sur place depuis le début de la programmation, une belle illustration de cette démarche avec la présentation de nombreux projets. Ce partenariat avec les acteurs locaux témoigne de l'existence d'une Europe du quotidien et des résultats actifs et visibles dans les territoires.

Ils permettent d'illustrer le rôle concret du FSE auprès des publics concernés sur votre territoire.

La mobilisation du FSE dans la région, soit près de 147 millions d'euros, a permis de soutenir au fil des années de nombreux projets dédiés à la formation professionnelle et à l'orientation avec pour objectif l'accès à un premier niveau de qualification, ou d'élévation de celui-ci, la sécurisation des parcours professionnels, l'accès ou le retour à l'emploi de qualité à destination de publics qui en sont les plus éloignés. Nous soutenons entièrement la région dans ses choix stratégiques.

De manière générale, nous constatons une progression plus que satisfaisante avec un taux dépassant largement les 100%. Le niveau de certification reste, certes, un peu faible et en deçà de la moyenne européenne, mais dans ses échanges avec l'Autorité de gestion, nous comprenons qu'elle continue le déploiement d'outils de gestion par un suivi permanent des opérations facilitant l'identification des blocages et la levée des obstacles par des actions auprès des bénéficiaires pour la remontée des dépenses et auprès des services pour leur certification.

Même si le seuil de dégageement 2021 est atteint, nous vous encourageons à continuer les efforts en ce sens.

L'état d'avancement est rassurant et laisse présager une consommation pleine et entière des ressources à la clôture.

Il convient néanmoins de continuer de certifier les dépenses afin d'atteindre les cibles financières prévues dans le cadre de performance du programme opérationnel.



Nous encourageons à cet égard l'Autorité de gestion à nous transmettre au plus vite les résultats de l'analyse détaillée et approfondie des trajectoires de tous les indicateurs qu'elle aura mené en vue d'une éventuelle révision du programme avant la fin de celui-ci.

Je profite aussi de ce comité pour rappeler en quelques mots au partenariat la réponse forte et rapide apportée par les fonds européens à la crise COVID. Je ne vais pas rentrer dans les détails parce que mon collègue va également le faire par la suite mais je voulais saluer votre réactivité dans l'adoption de la modification du programme à la suite du déclenchement de la crise sanitaire.

Le remaniement du programme a permis la création d'un nouvel axe FSE dédié visant à contribuer à l'équipement en matériel sanitaire et au déploiement de l'offre de formation à distance. Il est doté d'un montant de 13 millions d'euros, déjà programmé à plus de 78 %.

Nous encourageons l'Autorité de gestion et le partenariat à continuer et à intensifier cette démarche car une réponse forte à la crise est indispensable.

Encore quelques mots sur la prochaine période de programmation : après la réponse et la réparation de la crise doit venir le redressement et cela est l'objet du programme 21-27 dont la préparation est déjà bien avancée puisqu'une version déjà assez mature a fait l'objet d'une transmission aux rapporteurs géographiques FEDER et FSE et est en consultation auprès des services de la Commission européenne.

Des observations formelles devraient vous parvenir très rapidement. La Commission européenne rappelle aussi que les programmes soutenus par le FSE+ sont fondés sur une série de priorités choisies par les Autorités de gestion qui sont guidées pour ce faire par les recommandations adressées aux Etats membres dans le cadre du semestre européen et par les principes qui fondent le socle européen des droits sociaux.

La sélection d'objectifs spécifiques exprime ces priorités et notre souci est que les choix respectifs des objectifs spécifiques FSE+ reçoivent une application homogène dans tous les futurs programmes français. On peut se féliciter de l'engagement de votre région dans la préparation de 21-27 tant sur le plan du volet national que régional malgré les conditions difficiles que la crise sanitaire impose.

Des échanges constructifs ont lieu depuis plusieurs mois dans le cadre de la préparation de ces futurs programmes, il faut continuer à progresser le plus possible sur les documents de programmation au cours de la phase informelle afin de permettre leur adoption rapide après l'adoption de l'Accord de partenariat qui doit être déposé cette semaine.

Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions débiter la prochaine période de programmation en temps utile. Parmi les nombreux défis en matière sociale, il y a la situation de nombreux jeunes exclus du marché du travail, sans perspective, qui constitue une priorité de la phase de reprise. Les régions poursuivront la dynamique engagée ces dernières années et nombreux sont les projets dans votre région que l'on peut citer pour témoigner de cet engagement. A cet égard, la politique de cohésion peut mettre en avant les avancées avec le FSE.

La mise en œuvre du FSE en Provence-Alpes-Côte d'Azur est de bon augure pour la période de programmation 21-27 et de notre côté nous vous assurons de notre meilleure coopération et vous garantissons notre aide pour mener à bien tous ces défis.

Je vous remercie.

*PRESENTATION DE L'AVANCEMENT DE LA PROGRAMMATION, DE LA CERTIFICATION ET DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EN COURS, PAR LA DIRECTION DES AFFAIRES EUROPEENNES (ANNEXE 1.1) – PARTIE FEDER*

Présentation réalisée par la Direction des affaires européennes, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 5 à 19.

*INTERVENTION DE MONSIEUR MICHEL WOLF, COMMISSION EUROPEENNE, DG REGIO – ETAT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA CERTIFICATION DU FEDER 14-20*

Gaëtane vous a rappelé le contexte et la réaction de l'Europe à cette crise sanitaire, elle a rappelé que des moyens importants étaient ajoutés aux moyens initiaux de la politique de cohésion et je dirais que cette réaction a été à la fois rapide, massive et concentrée.

Rapide puisque dès les premiers jours du confinement, la Commission a pris des règlements dis CRII et CRII+ qui permettaient une flexibilité de l'utilisation des fonds et des fonds résiduels.

L'année passée, le Conseil européen a décidé d'injecter dans des instruments nouveaux basés sur des emprunts sur les marchés financiers un instrument qui s'appelle next-generation EU, au sein duquel une enveloppe a été consacrée à 2014-2020 via REACT EU. Donc ce sont des moyens très importants à la fois en subvention et en prêt.

Cette intervention est également très concentrée parce qu'elle apporte des moyens importants mais elle n'apporte pas de délais supplémentaires puisqu'il a été considéré qu'il fallait agir de façon ponctuelle et massive pour relancer l'économie.

La France, sur un montant de 50 milliards d'euros a bénéficié de pratiquement 4 milliards d'euros qu'elle a réparti suivant des décisions internes à toutes les régions de son territoire. L'ensemble des 4 fonds de la cohésion interviendront donc en 2014-2020 en France pour un montant total de 35 milliards d'euros en complément des 20 milliards d'euros nationaux et ce, sur de multiples thématiques comme le soutien PME et l'environnement, l'efficacité de la gestion des ressources, l'économie à bas carbone, l'inclusion sociale, la recherche, et cetera.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie de 370 millions de FEDER. Nous avons noté au cours de cette présentation et de la réunion technique préparatoire que les fonds originaux ont été presque complètement programmés pratiquement tous à plus de 90 %. Il reste maintenant à programmer les fonds additionnels de REACT EU. C'est un sujet de satisfaction comme l'absence de tout dégageement d'office au cours de cette période de programmation ce qui traduit une bonne régularité de la mise en œuvre.

Il reste malgré tout quelques points d'attentions.

Le premier c'est celui que ma collègue a mentionné également pour le FSE et c'est celui des paiements. La région est en retard. En retard sur la moyenne française qui est 48 % et en retard sur l'Union européenne qui atteint 60 %.

Il faut savoir aussi que ce que l'on traduit en termes de paiement comprend déjà un certain nombre de paiement d'avance. C'est-à-dire que ce ne sont pas des remboursements d'opérations mais des avances budgétaires. A ce stade, pour vous donner une idée de ce qu'il reste à faire sur les 18 mois pratiquement disponibles pour clôturer la période, il s'agit de faire un effort financier égal à celui que nous avons fait depuis le début de la programmation.



C'est donc un point d'attention. Pas encore un point de préoccupation parce que la région nous a donné des assurances et des garanties et que nous lui faisons confiance puisque nous savons que cela s'est passé comme ça pendant les périodes précédentes et que finalement, les fonds ont été utilisés à 100 %.

Un deuxième point que je voudrais mentionner c'est que nous avons eu aujourd'hui et en réunion technique une préparation et une présentation financière : très heureusement l'action des fonds porte aussi sur des opérations qui se traduisent par des réalisations concrètes et des résultats.

Je voudrais faire un appel aujourd'hui pour que nous intégrions dans les comités de suivi un point de la situation des indicateurs et particulièrement des indicateurs du cadre de performance qui attestent de la bonne progression en physique du programme et qui attestent également des effets concrets des opérations et qui rendent justice aux différents opérateurs en montrant les résultats qu'ils ont pu obtenir.

*PRESENTATION DE L'AVANCEMENT DE LA PROGRAMMATION, DE LA CERTIFICATION ET DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EN COURS, PAR LA DIRECTION DES AFFAIRES EUROPENNES (ANNEXE 1.1) – PARTIE FSE*

Présentation réalisée par la Direction des affaires européennes, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 20 à 23.

*PRESENTATION DE L'ATTEINTE DU CADRE DE PERFORMANCE ET DES TRAVAUX DE PREPARATION DU PROGRAMME FEDER/FSE+/FTJ 21-27 PAR LA DIRECTION DE L'AUTORITE DE GESTION (ANNEXE 1.2V2 ET 2)*

Présentation réalisée par la Direction de l'autorité de gestion, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 24 à 29.

*INTERVENTION DE MONSIEUR MICHEL WOLF, COMMISSION EUROPEENNE, DG REGIO*

Effectivement c'est un exercice qui devient de plus en plus important au fur et à mesure que l'on se rapproche de la fin de la période de programmation, c'est un exercice qui nécessite également des ajustements de certains indicateurs. Nous avons mentionné dans les observations sur les rapports annuels de mise en œuvre que les valeurs qui avaient été nettement dépassées devaient être ajustées pour refléter la situation actuelle des réalisations.

Évidemment s'il y a des difficultés nous serons prêts à en discuter avec vous pour voir comment il est possible d'ajuster les indicateurs qui posent problèmes et qui devraient être revus au sens de ce qui a été fait au cours de l'évaluation à mi-parcours.

Je rappelle que la Commission a publié ses orientations de clôture et qu'elle a proposé à la France, qui l'a accepté, un séminaire technique sur ces règles de clôture qui aura lieu au mois de mars 2022. Vous aurez l'occasion de poser toutes les questions pertinentes sur les règles de clôture qui, pour une large mesure sont identiques à celles de la période précédente.

Sur le 21-27, j'aimerais également dire quelques mots sur la situation actuelle. Effectivement la période de programmation démarre avec un certain retard mais maintenant nous pouvons dire que tout est prêt pour démarrer : nous avons le budget, nous avons les règlements et avons également les outils informatiques qui vous permettent d'échanger vos projets de programme avec la Commission. Comme vous l'avez dit, la région



Provence-Alpes-Côte d'Azur a bien travaillé dans la période qui précède, elle a élaboré plusieurs versions du programme 21-27 dont la dernière a pu être mise en consultation de tous les services de la Commission aboutissant fin novembre 2021 à des observations qui vous seront transmises d'ici la fin de l'année 2021.

Ceci devrait vous permettre d'avoir une vue relativement complète de l'appréciation que porte la Commission sur ce projet de programme et si vous l'estimez opportun vous aurez la possibilité de déposer, formellement cette fois, un programme dans les prochains jours. Quand je dis dans les prochains jours cela reste soumis au dépôt officiel de l'Accord de partenariat de la France sur lequel nous avons aussi beaucoup discuté avec les autorités françaises à tous les niveaux en coordination.

Je pense pouvoir dire que nous arrivons à une bonne formule de compromis sur cet Accord de partenariat.

Il devrait effectivement être déposé dans les prochains jours et donc, toutes les régions françaises devraient suivre avec un dépôt formel qui devrait intervenir dans les trois mois après le dépôt de l'accord de partenariat.

Dans l'analyse que nous avons faite avec les autres services de la Commission nous avons été attentifs à un certain nombre de points que je voudrais mentionner : ils seront développés dans les observations mais ils vous permettront de comprendre les éléments auxquels nous sommes attentifs.

- Un des premiers éléments est celui du partenariat ; nous pensons que ces programmes doivent être élaborés en complète coordination avec l'ensemble des forces vives de la région et des partenaires et nous serons attentifs à voir, non seulement la suite des différentes réunions, mais également le contenu des échanges, c'est à dire le retour sur les documents que vous avez soumis à ce partenariat et les suites données.

- Des orientations nouvelles de la Commission doivent également être reprises dans ces programmes.

La première est celui du pacte vert avec une exigence de concentration financière de 30 % sur les objectifs climatiques. C'est un objectif que l'Union partage avec ses Etats membres. Il appartient à la France de décider comment il sera mis en œuvre mais, quoi qu'il en soit, nous veillerons à ce qu'au niveau national ces 30 % soit atteints.

Il existe des engagements également de cette nature en faveur de la biodiversité, en faveur de l'intégration et le déploiement du numérique et à côté de toutes ces orientations plus sectorielles, comme d'habitude, la politique de cohésion continue à soutenir les territoires, tous les territoires vous l'avez bien compris. Les territoires européens comme c'était le cas précédemment avec une exigence de concentration financière mais également les territoires ruraux qui ont beaucoup souffert de la crise et certains territoires fonctionnels et votre région est fortement impliquée dans certaines initiatives notamment sur le massif des Alpes.

Il existe aussi une concentration financière qui est destinée à générer des résultats optimaux et tout cet ensemble doit être intégré dans une logique d'intervention à laquelle nous attachons beaucoup d'importance parce qu'elle est la logique qui nous permet de comprendre pourquoi votre programme a décidé de soutenir certaines priorités, comment ces priorités sont générées par des besoins pour la Région qui ne sont pas encore satisfaits et comprendre aussi la justification des priorités proposées.

Une dimension que nous souhaitons également développer davantage est l'intégration de ce programme avec d'autres programmes de l'intervention de l'Union européenne de coopération territoriale donc entre les régions au-delà des frontières ou sur certaines régions macro-régionales comme les Alpes ou la Méditerranée.



La dernière différence essentielle de cette période est l'addition d'un fonds nouveau qui est le fonds pour une transition juste, pour laquelle la France reçoit un soutien d'1 milliard d'euros au cours de la période 21-27.

Vous avez vu l'enveloppe que Provence-Alpes-Côte d'Azur recevra de cette enveloppe française, c'est une décision interne française qui est pour le moment encore en discussion avec la Commission ; pas tellement sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur puisqu'elle était déjà un des deux territoires qui bénéficiait du fonds de transition juste mais la France a souhaité, vu l'augmentation de l'enveloppe budgétaire qui résultait d'une intervention supplémentaire de l'instrument Next génération, la France a proposé d'ajouter des régions bénéficiaires aux deux régions que la Commission européenne avait retenues et donc a présenté une requête pour modifier et pour étendre géographiquement les territoires d'intervention du Fonds de Transition Juste (FTJ).

Ce que je voudrais indiquer pour terminer, c'est que tout est prêt maintenant, je vous invite donc à déposer au plus vite la version formelle du programme de telle façon à ce que nous puissions lancer la procédure d'adoption et pouvoir démarrer les appels à projets et la phase pratique de mise en œuvre du programme.

Dernière chose pour terminer, pour indiquer que ces moyens de la politique de cohésion sont accompagnés par d'autres moyens, parfois nettement supérieurs. Je pense par exemple à l'instrument de relance et de résilience dont la France bénéficie pour un montant de 40 milliards.

On considère que cet instrument de reprise et de résilience doit agir au côté et en complémentarité avec la politique de cohésion. Ce n'est pas un instrument de concurrence mais de complémentarité même s'il est doté de moyens nettement supérieurs et même s'il est essentiellement piloté par le niveau national donc nous serons aussi attentifs à une bonne coordination interne de cet instrument.

Nous avons déjà reçu au niveau de la Commission, une première demande de la France pour cet instrument de relance et pour vous donner une idée de l'importance de cet instrument, cette première demande de remboursement porte sur 8 milliards ce qui fait à peu près l'équivalent de FEDER pour la période de programmation.

Donc vous voyez que l'union a investi des sommes importantes pour cette relance et que la cohésion doit bien évidemment y participer.

### *III. PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL FSE*

*PRESENTATION DE L'AVANCEMENT DE LA PROGRAMMATION, DE LA CERTIFICATION ET DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EN COURS PAR LE SERVICE EUROPE DE LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS (DREETS PACA) (ANNEXE 3)*

*POINT SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE PREPARATION DE LA PERIODE 2021-2027 DU PON FSE+ ET LE VOLET SOCIAL DU FONDS POUR UNE TRANSITION JUSTE (FTJ) PAR LE SERVICE EUROPE DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES (DREETS PACA) (ANNEXE 3)*

Présentation réalisée par la DREETS, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 30 à 59.

*INTERVENTION DE MADAME GAETANE MEDDENS, COMMISSION EUROPEENNE, DG EMPLOI*

Merci pour cette synthèse très clair sur l'état d'avancement du volet FSE déconcentré.

Sur le volet Etat en région, nous avons de manière générale une très bonne programmation qui dépasse les 100%.

Sur les cibles de performance un point de vigilance a été souligné sur l'atteinte des cibles participants jeunes pour l'axe 1, participants salariés pour l'axe 2. En revanche les cibles 2023 participants chômeurs ont largement été dépassées.

Nous avons une très bonne programmation sur les crédits IEJ mobilisés dans le cadre du PON IEJ pour répondre à la situation particulière des jeunes en grande difficulté par des projets de repérage, de formation professionnelle, de préparation à l'apprentissage.

Vous avez mentionné une sous réalisation évidente au vu du contexte de la crise sanitaire peu favorable à l'embauche.

Vous avez mentionné un taux de sortie positif qui reste en dessous des 50 %. Un point d'attention également sur le rythme de certification qui est très faible et qui suscite des inquiétudes donc les efforts à cet égard doivent se maintenir.

Néanmoins je voudrais saluer l'engagement de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS PACA) et tout le travail d'accompagnement des bénéficiaires afin de tout mettre en œuvre afin de contrer les difficultés déjà rencontrées par le passé.

Je voudrais dire un petit mot sur la programmation 21 27 pour ce qui est du volet Etat.

Le projet de programme a fait l'objet d'échanges entre la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et la Commission, et une consultation informelle au sein de nos services sur la dernière version est lancée. C'est un exercice important auquel est associé le partenariat régional, comme d'ailleurs cela est requis par la réglementation européenne, et une version consolidée devrait être soumise officiellement à la Commission dans le courant du premier trimestre 2022.



J'ai déjà abordé certains éléments dans mon intervention précédente notamment la concentration de l'effort financier sur l'inclusion et les jeunes.

La Commission, dans ces échanges avec les Autorités de gestion françaises, a la volonté de favoriser une utilisation homogène des objectifs spécifiques dans la confection des futurs programmes. Elle a formulé des lignes de guidances afin qu'un même objectif spécifique soit utilisé pour renvoyer à un même type d'opération.

Les échanges menés jusqu'à présent ont montré qu'il existe peu de débats quant aux choix des objectifs spécifiques destinés à soutenir des opérations dans le domaine de la formation professionnelle ou encore de l'économie sociale et solidaire.

En revanche les discussions ont été un peu moins simples pour tout ce qui touche aux opérations soutenant les activités du Service Public Régional de l'Orientation ou alors celles aussi visant le domaine de la santé pour l'orientation.

La Commission a insisté sur la distinction opérée entre les actions visant la structuration en tant que telle du SPRO incluant notamment la mise en réseau des acteurs de la formation professionnelle de l'orientation et l'information des élèves ou encore la fourniture des services d'orientations au sens large et celle consistant dans l'information et l'accompagnement de groupes ou de personnes.

Et sur la question de la santé, un ciblage social est requis aussi sur les publics vulnérables.

Comme on l'a dit, des crédits supplémentaires seront à disposition pour les 6 régions en France qui bénéficieront du Fonds de Transition Juste (FTJ) dont la vôtre.

De nombreuses échanges ont eu lieu entre la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et la Commission et des questions posées dans le cadre du dialogue informel sur le programme national sont encore débattues à cet égard.

La Commission vient de transmettre ses réponses afin de clarifier certaines questions d'éligibilité au volet social du Fonds de Transition Juste FTJ) qui permettra de faire avancer les travaux.

Le soutien devrait être aussi ciblé que possible sur la lutte contre les effets de la transition dans la région même si l'interprétation de la DG emploi ne limite pas la portée du soutien aux travailleurs et aux demandeurs d'emplois directement affectés.

Le Fonds de Transition Juste (FTJ) soutient la montée en compétence et la reconversion de travailleurs issus de tous les secteurs impactés par la transition dans tous les secteurs concernés.

Ceci concerne d'abord les secteurs identifiés dans le Plan de Transition Juste (PTJ), comme justifiant la désignation des territoires les plus durement touchés par le processus de transition mais peut également inclure d'autres secteurs impactés identifiés dans le Plan de Transition Juste (PTJ) si dument justifiés.

Le règlement n'inclut pas de définition de demandeur d'emploi. Donc les Etats membres peuvent appliquer leur définition nationale et si toutes les personnes inscrites auprès des structures de service public de l'emploi sont couvertes par la définition nationale de demandeur d'emploi en France, ce public est éligible.

Je ne vais pas aller plus loin mais les travaux vont continuer sur le Plan de Transition Juste (PTJ) en région sur la base des clarifications apportées.

*INTERVENTION DE MONSIEUR JULIEN FREY (DÉLÉGATION GÉNÉRALE À L'EMPLOI ET À LA FORMATION PROFESSIONNELLE (DGEFP))*

Bonjour à tous, très rapidement je voudrais compléter notamment sur le programme Fonds de Transition Juste (FTJ) et préciser les éléments qu'ont apportés le service Europe de la DREETS et Gaëtane que je remercie.

Sur le FSE Etat : La baisse de l'enveloppe déconcentrée s'explique aussi par un certain nombre d'évolutions dans le périmètre d'action entre le volet central et le volet déconcentré. Il y a notamment moins de crédits territoriaux pour tout ce qui est mutations économiques du fait que le financement de certains dispositifs est repris au volet central ce qui n'était pas le cas sur la programmation 14-20. En contrepartie ceci dégage des marges pour des actions plus sociales sur les volets territoriaux.

Sur le fonds de transition juste (FTJ), la décision au niveau Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), plutôt que d'avoir une priorité fonds de transition juste (FTJ) est d'avoir un programme national qui sera uniquement dédié au fonds de transition juste (FTJ) et donc deux programmes séparés afin d'alléger la gestion du PON FSE+.

Sur le fonds de transition juste (FTJ), nous avons des échanges en ce moment avec la DG emploi : il y a plusieurs sujets sur tout ce qui est accompagnement des demandeurs d'emplois et les publics les moins faciles à relier à un secteur économique en particulier. Nous partageons les inquiétudes qu'a relayées le service Europe de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS PACA) et nous sommes en lien direct avec la DG emploi pour essayer de trouver des solutions qui permettent de répondre aux besoins qui sont importants pour la transition écologique.

#### *IV. FEADER*

*INTERVENTION DE MADAME ALEXANDRA CATALAO, COMMISSION EUROPEENNE, DG AGRI*

J'aimerais faire une intervention rapide avant la présentation. Merci d'abord et un grand bonjour directement de Bruxelles à tous les participants et aussi à Madame FOURNIER-BERAUD.

Je voulais remercier la Région pour l'organisation de ce comité en visio et j'espère qu'en 2022 nous pourrions être tous ensemble chez vous. Il y a de nombreux points à l'ordre du jour et du point de vue de l'actuelle mise en œuvre du PDR (Programme de développement rural), il n'y a pas beaucoup de choses à dire à part des choses positives.

Les taux de paiements montrent une bonne exécution, supérieure à la moyenne française et supérieure à la moyenne européenne. Cela vous positionne à la 6<sup>ème</sup> place des régions françaises, même avec tout l'argent de la transition. Nous notons votre dynamisme, notamment dans l'utilisation des crédits de transition et du fonds de relance.

Je regrette de n'avoir pas eu les chiffres de l'état d'avancement des instruments financiers, c'est un point important pour nous, vu le retard dans le démarrage des instruments financiers, et j'espère que nous pourrions en discuter demain lors de la réunion annuelle bilatérale FEADER.



En ce qui concerne le FEADER, le point important est aussi l'avancement des travaux de préparation du Plan stratégique qui est en discussion depuis déjà deux ans et je peux vous dire, car vous savez déjà que les échanges informels progressent très bien, que le programme stratégique français est l'un des plus avancé. Nous attendons tous la soumission officielle qui aura lieu dans les prochains jours.

Nous savons que les Etats membres devront faire un effort pour élaborer des plans nationaux et régionaux qui répondent aux objectifs économiques, environnementaux et sociétaux et qui répondent aussi aux recommandations émises par la Commission.

Vous le savez déjà, la Commission sera particulièrement attentive à l'aspect environnemental et climatique des plans stratégiques ; c'est un point important et nous attendons tous, que les Plans stratégiques aillent au-delà de la programmation actuelle.

Je termine finalement pour demander de continuer ce beau travail de collaboration avec la Commission particulièrement dans les prochains mois qui vont être très chargés avec la négociation et l'adoption du Plan stratégique et en même temps la mise en œuvre du PDR actuel qui, je le sais, va faire l'objet d'une petite modification au début de l'année.

Je souhaite à tous un bon travail et une bonne continuation. Merci

*PRESENTATION DE LA PROGRAMMATION, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EN COURS ET DU PROGRES VERS LES VALEURS CIBLES QUANTIFIEES PAR LE SERVICE FEADER DE LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE LA FORET ET DE L'EAU ET L'AUTORITE DE GESTION (ANNEXE 4)*

*POINT SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE PREPARATION DE LA PROGRAMMATION 2023-2027 PAR LE SERVICE AGRICULTURE DE LA DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DE LA FORET ET DE L'EAU ET PAR LA DIRECTION DE L'AUTORITE DE GESTION (ANNEXE 4)*

Présentation réalisée par la Direction de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Eau et la Direction de l'Autorité de Gestion, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 60 à 69.

*INTERVENTION DE MADAME ALEXANDRA CATALAO*

Merci pour ces présentations, j'ai quelques observations ;

Nous constatons que les mesures 1, 16, 4 et 8 sont en retard, avec une exécution un peu inférieure à la moyenne mais je voulais aussi souligner le retard accusé par la mesure LEADER 19.3 « coopération » qui est encore et comme partout mais chez vous particulièrement basse. Nous sommes proches de 0 et donc là il faut faire attention, et demain nous allons en discuter en détail. Il est dommage qu'en ce qui concerne le cadre de performance nous avons seulement les données du RAMO 2020. Les données présentées ont donc un an de retard.

Vous avez quand même eu beaucoup de paiement et donc on ne peut pas vraiment discuter et j'attire votre attention sur le fait que les indicateurs du cadre de performance vont être utilisés à la fin de la programmation pour analyser votre performance et cela peut éventuellement donner des situations avec des corrections financières si les cibles ne sont pas atteintes de façon effective.



## *V. ETAT D'AVANCEMENT DE LA SUBVENTION GLOBALE DU FEAMP*

*AVANCEMENT DE LA PROGRAMMATION ET POINT D'INFORMATION SUR LA REVISION FEAMP (ANNEXE 5)*

*POINT SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE PREPARATION DU FEAMPA 2021-27 (ANNEXE 5)*

*PAR LE SERVICE MER ET LITTORAL DE LA DIRECTION DE LA BIODIVERSITE ET DE LA MER*

Présentation réalisée par le Service Mer et littoral de la Direction de la Biodiversité et de la mer, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 70 à 79.

*Raphaele DE GIULI MORGHEN, directrice Générale Adjointe Europe et Coopération Méditerranéenne fait remarquer que la stratégie proposée par la France a été accueillie favorablement par la Commission européenne.*

## *VI. POINT COMMUNICATION INTERFONDS (FEADER, FEDER ET FSE)*

*PRESENTATION DU BILAN DES ACTIONS DE COMMUNICATION 2021 (ANNEXE 6)*

*AVIS SUR LE PLAN D'ACTION 2022 POUR LA COMMUNICATION FEDER-FSE-FEADER (ANNEXE 6 ET 6.1)*

*AVIS SUR LA CHARTE GRAPHIQUE POUR LA PROGRAMMATION 2021-2027 (ANNEXE 6.2 ET 6.3)*

*PAR L'UNITE COMMUNICATION DE LA DIRECTION DE L'AUTORITE DE GESTION*

Présentation réalisée par l'Unité de communication de la Direction de l'Autorité de Gestion, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 80 à 91.

*INTERVENTION DE RAPHAELE DE GIULI MORGHEN, DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE EUROPE ET COOPERATION MEDITERRANEENNE*

La question est de s'assurer que vous avez bien pris connaissance du document qui propose une nouvelle charte graphique pour tous les documents, supports, qui seront utilisés sur la programmation 21-27. Ces documents ont circulé en amont. Est que vous avez bien pris connaissance de la charte et vous convient-elle ? Avez-vous des observations ?



*INTERVENTION DE MADAME FABIENNE FOURNIER-BERAUD SGAR ADJOINTE*

Nous n'avons pas d'observations particulières.

*QUESTIONS DE MADAME ALEXANDRA CATALAO, COMMISSION EUROPEENNE DG AGRI*

En termes de communication, est ce que des dispositions spécifiques sont prévues pour le Plan Stratégique National ?

*REPONSE DE VIRGINIE LACOMBLEZ, UNITE COMMUNICATION DE LA DIRECTION DE L'AUTORITE DE GESTION*

Oui tout à fait, nous sommes toujours sur un plan de communication interfonds et nous ne négligerons pas le FEADER. Des vidéos de capitalisation vont être produites ainsi qu'un module sur le bilan Europe et ce bilan couvre tous les fonds. D'ailleurs le support PRINT couvre tous les fonds y compris ceux que nous ne clôturons pas ; donc le FEADER est mis en avant tout autant que le FEDER et le FSE.

Cette année, nous avons essayé d'aider le service FEADER sur ses instruments financiers en produisant des outils dédiés qui leurs ont été fort utiles. Nous « boostons » la communication sur les réseaux sociaux notamment sur les Appels à projets et nous essayons de capter les communautés qui sont supposées être captivées par rapport à ces messages.

*INTERVENTION DE MONSIEUR MICHEL WOLF, COMMISSION EUROPEENNE DG REGIO*

J'adresse mes remerciements au service communication de la région pour cette présentation très riche et très complète, nous sommes toujours intéressés à recevoir des supports sous format papier ou numérique. Nous vous souhaitons d'avance un bon travail pour la nouvelle période. Il y aura encore beaucoup de travail, accompagné par les opérateurs, car les opérateurs aussi, doivent porter les messages de communication. Je voudrais indiquer que REACT EU est un bon thème apparemment puisque dans les statistiques d'eurobaromètre que nous recevons, les premières réactions vis à vis de REACT EU sont assez positives et l'intervention de REACT EU particulièrement sur les mesures sanitaires est bien appréciée et nous nous en réjouissons.

*INTERVENTION DE RAPHAELE DE GIULI MORGHEN, DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE EUROPE ET COOPERATION MEDITERRANEENNE*

S'il n'y n'a pas de demande de correction ou d'intervention on peut estimer que **le plan de communication 2022 et la charte 2021-2021 sont validés**. Je promets que pour l'événement de lancement ce sera beaucoup plus vivant et communicant et cela me permet de faire la transition parce qu'on est justement en train de réfléchir à la manière donc on devrait organiser le comité de suivi sur 21- 27 et je vais faire un petit point rapide là-dessus



## *VII. ORGANISATION DE LA COMITOLOGIE INTERFONDS POUR LA PROGRAMMATION 2021-2027*

### *PRESENTATION DU CALENDRIER ET DES PRINCIPES DE LA COMITOLOGIE POUR LA PROGRAMMATION A VENIR (ANNEXE 7)*

*PAR RAPHAELE DE GIULI MORGHEN, DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE EUROPE ET COOPERATION MEDITERRANEEENNE*

Présentation réalisée par Madame Raphaele DE GIULI MORGHEN, Directrice Générale Adjointe Europe et Coopération Méditerranéenne, sur la base du support de la séance (Annexe 10), diapositives 92 à 96.

L'idée, au-delà de la structure elle-même des comités qui vont se mettre en place, c'est aussi de travailler sur la manière dont on peut animer nos échanges qui ne sont évidemment pas simples à distance. Compte tenu des attendus des règlements sur ce qu'un comité de suivi doit valider, je pense qu'on a tendance à ne livrer que des chiffres et des indicateurs, ce qui est très important, mais peut-être aussi que nous avons tous besoin d'avoir un petit peu plus de témoignages ou d'illustration qui permettent de donner corps à ce que nous faisons tous.

Nous travaillons là-dessus et l'objectif sera évidemment, sous réserve des conditions sanitaires à venir, de pouvoir organiser un comité de suivi par an en présentiel. Nous allons continuer les consultations écrites, non pas pour mettre de côté le partenariat, mais parce qu'il faut pouvoir avancer afin de soutenir l'effort de programmation ; nous l'avons vu beaucoup sur la phase 2020 autour de la crise et la mise en œuvre de l'initiative d'investissement en réponse au coronavirus (CRII), on l'a vu aussi sur REACT EU. On doit parfois obtenir des validations rapides du comité de suivi ce qui explique que nous vous sollicitons beaucoup par le biais des consultations écrites durant lesquelles il y a toujours possibilité d'émettre des observations auxquelles nous répondons.

Nous avons désormais pour 21-27 d'un côté le FEADER qui fait partie du Plan Stratégique National (PSN), le FEAMPA qui sera toujours une subvention globale d'un programme national, le PO FSE avec un volet national et un programme régional qui intègre FEDER FSE et désormais le Fonds de Transition Juste (FTJ) partagé avec la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS PACA). Nous avons décidé d'intégrer ces éléments dans le périmètre d'un seul comité de suivi interfonds.

Dans notre programme, nous avons un volet massif qui lui est interrégional, ce qui explique que nous allons créer le comité de suivi délégué au massif pour garantir ce qui existait avec le Programme Opérationnel Interrégional du Massif des Alpes (POIA), c'est à dire une instance de suivi spécifiquement interrégionale et dédiée au suivi du volet massif pour associer les acteurs de ce territoire. Cela fera l'objet du premier comité de suivi.

S'agissant des comités régionaux de programmation, la programmation de tous ces fonds sera décidée dans un comité régional de programmation unique mais pour chaque volet, que ce soit massif, urbain, Fonds de Transition Juste (FTJ), il y aura en amont du CRP, des comités de financeurs ou pour le volet urbain des comités de sélection, qui existent déjà d'ailleurs, et qui seront mis en place pour assurer un suivi spécifique de la programmation de chacun de ces volets ou de ces fonds et pour assurer la meilleure articulation possible notamment avec le fonds de relance national et la Facilité pour la reprise et la résilience .



C'est un principe que nous avons acté avec les services de l'Etat : avoir la meilleure articulation possible entre financeurs pour veiller à ce que les stratégies des uns n'empêchent pas la bonne programmation des autres.

Tout cela sera présenté lors du premier comité de suivi mais pour cela il faut d'abord que notre programme ait été officiellement déposé ce qui devrait être le cas en début d'année 2022.

Nous anticipons un délai d'acceptation de 5 mois suivant le dépôt donc au moins avant le mois de juillet 2022 et après nous constituerons ce comité de suivi lors duquel vous adopterez le règlement intérieur.

A cet égard d'ailleurs, vous allez recevoir un courrier au premier trimestre 2022 vous demandant de désigner une personne qui soit titulaire et une personne suppléante pour représenter votre structure ou votre institution. Nous devons encore discuter avec la Commission européenne de la manière dont nous pourrions lancer la programmation avant le mois de juillet 2022 et voir si nous avons la possibilité d'adopter les critères de sélection.

Est-ce qu'à ce sujet, les membres du comité souhaitent s'exprimer ?

#### *INTERVENTION DE MADAME FABIENNE FOURNIER-BERAUD SGAR ADJOINTE*

Au sujet de la création du Comité de suivi délégué, cela a été discuté avec les services de l'Etat mais je crois qu'il y a vraiment un besoin d'articuler cette démarche avec le Commissaire du massif des Alpes, Monsieur Philippe MATHERON.

#### *INTERVENTION DE RAPHAELE DE GIULI MORGHEN, DIRECTRICE GENERALE ADJOINTE EUROPE ET COOPERATION MEDITERRANEENNE*

La proposition qui est faite aujourd'hui a été validée au préalable par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le commissariat de massif et les départements. Cette proposition résulte, en effet, de nos échanges préparatoires avec le partenariat du Programme Opérationnel Interrégional du Massif des Alpes (POIA). D'ailleurs nous espérons organiser un comité de suivi présentiel pour le Programme Opérationnel Interrégional du Massif des Alpes (POIA) en début d'année 2022 et nous en reparlerons à ce moment.

### *CLOTURE*

#### *INTERVENTION DE MONSIEUR MICHEL WOLF, COMMISSION EUROPEENNE DG REGIO*

Il s'agit simplement pour moi et au nom de mes collègues de vous remercier pour la préparation excellente de ce comité de suivi car c'est toujours très utile pour nous d'avoir des mises à jour de ces informations surtout dans ces temps où les contacts sont toujours difficiles, aussi vous encourager pour la poursuite du travail qui reste à faire. Pour 14-20, puisque REACT EU a ajouté des crédits mais pas du temps supplémentaire, donc il reste des efforts importants à faire. Je vous invite à prendre contact avec nous dès que vous le souhaitez pour discuter du futur programme avec l'objectif d'aller vite mais d'aller bien pour un programme qui soit le meilleur pour la région. Finalement, je voudrais souhaiter à toutes et tous une belle fin d'année et rendez-vous à l'année prochaine avec l'espoir que dans le cadre du suivi du Programme Opérationnel Interrégional du Massif des Alpes (POIA), nous puissions revenir sur votre beau territoire.

**INTERVENTION DE RAPHAËLE DE GIULI MORGHEN, DIRECTRICE GÉNÉRALE  
ADJOINTE EUROPE ET COOPÉRATION MÉDITERRANÉENNE**

Merci Michel, Gaëtane et Alexandra et merci à tous. Nous n'avons pas beaucoup entendu d'autres membres du comité mais le format ne s'y prête pas. J'espère que nous nous reverrons la prochaine fois en présentiel et dans un format plus convivial. Je remercie toutes les personnes qui ont préparé ce comité car il y avait énormément d'informations à délivrer et c'est un gros travail de préparation. Merci à tous, passez de bonnes fêtes et à l'année prochaine.

*La séance est levée à 17h28 heures.*

*Fait à Marseille le*

*Le Président de la Région*

*Provence-Alpes-Côte d'Azur,*

A large, stylized blue ink signature of Renaud MUSELIER.

**Renaud MUSELIER**

*Pour le Préfet de la région*

*Provence-Alpes-Côte d'Azur,*

**24 JAN 2022**

**Pour le préfet,  
Le secrétaire général adjoint  
pour les affaires régionales**

**Philippe SCHONEMANN**